

# Paris condamne les propos «détestables et mensongers» d'une ministre pakistanaise envers Macron

La ministre pakistanaise des droits de l'Homme affirmait plus tôt dans un tweet que «Macron faisait aux musulmans ce que les nazis infligeaient aux Juifs».

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 1 heure



Des manifestations à Karachi le 7 novembre contre la publication en France de caricatures de Charlie Hebdo. AKHTAR SOOMRO / REUTERS

Le ministère français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a fermement condamné ce samedi les propos «*détestables et mensongers*» d'une ministre pakistanaise au sujet du président Emmanuel Macron et

de ses rapports avec la population musulmane en France, selon un communiqué de sa porte-parole.

*«Un membre du gouvernement pakistanais s'est exprimé aujourd'hui sur les réseaux sociaux dans des termes profondément choquants et injurieux à l'égard du président de la République et de notre pays», s'indigne la diplomatie française, en qualifiant ces propos «détestables» de «mensonges éhontés, empreints d'une idéologie de haine et de violence».*

La ministre pakistanaise des droits de l'Homme, Shireen Mazari, affirmait plus tôt dans un tweet que *«Macron fait aux musulmans ce que les nazis infligeaient aux Juifs»*, en prétendant que *«les enfants musulmans devront avoir un numéro d'identification, comme les Juifs étaient forcés à porter l'étoile jaune sur leurs vêtements pour être identifiés»*. Une information formellement démentie par le gouvernement français.

## **Manifestations anti-françaises**

*«Le Pakistan doit rectifier ces propos et retrouver le chemin d'un dialogue fondé sur le respect»*, insiste la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. Le Pakistan est le théâtre depuis le mois de septembre de manifestations anti-françaises, souvent houleuses, après la republication des caricatures du prophète Mahomet par l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*.

Plusieurs milliers de personnes ont tout récemment manifesté aux portes d'Islamabad pour protester contre les déclarations d'Emmanuel Macron défendant le droit à la caricature au nom de la liberté d'expression, lors de l'hommage à un enseignant tué après avoir montré de tels dessins à sa classe.